

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°226 du lundi 30 mai 2022 - Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

Annulation des dotations au sein de l'armée  
**Les révélations faites par le ministre délégué à la Défense nationale à N'zérékoré** P.2



Convocation de Cellou Dalein par la CRIEF  
**Ce qu'en pense Lansana Kouyaté du PEDN** P.3



Manifestations de rue en vue P.3  
**L'UFDG à l'heure de la mobilisation des militants**



Mouvement syndical P.2  
**Le 1er Mai célébré en différé par l'Unité d'action syndicale**

UFR P.4  
**Le secrétaire exécutif du parti réagit au discours polémique du PM**

Fusillade aux Etats-Unis P.8  
**Un tireur tue 18 écoliers au Texas**

Siège régional de l'UFDG à Mamou

P.3

## Abdoulaye Bah de Kindia répond à Ousmane Gaoual Diallo



Edito à vue d'Aigle

## Immersion gouvernementale inédite à l'intérieur du pays

L'immersion gouvernementale à l'intérieur du pays continue, à juste raison, de défrayer la chronique nationale. En effet, depuis quelques jours, tous les membres du gouvernement de transition, à leur tête le Premier ministre Mohamed Béavogui, sont à l'intérieur du pays où sont programmés, pour quatre semaines, les conseils interministériels et les conseils des ministres. Le jeudi 26 mai 2022, c'est N'zérékoré, la capitale de la Guinée forestière, qui a eu l'insigne honneur d'accueillir, pour la première fois, la session ordinaire du Conseil des ministres. Une session présidée par le chef de l'Etat, le colonel Mamadi Doumbouya, en visioconférence depuis Conakry...P.2

## Edito à vue d'Aigle



### Immersion gouvernementale inédite à l'intérieur du pays

L'immersion gouvernementale à l'intérieur du pays continue, à juste raison, de défrayer la chronique nationale. En effet, depuis quelques jours, tous les membres du gouvernement de transition, à leur tête le Premier ministre Mohamed Béavogui, sont à l'intérieur du pays où sont programmés, pour quatre semaines, les conseils interministériels et les conseils des ministres. Le jeudi 26 mai 2022, c'est N'zérékoré, la capitale de la Guinée forestière, qui a eu l'insigne honneur d'accueillir, pour la première fois, la session ordinaire du Conseil des ministres. Une session présidée par le chef de l'Etat, le colonel Mamadi Doumbouya, en visioconférence depuis Conakry.

Dans son intervention de circonstance, le Président de la Transition a rappelé les objectifs attendus des membres du gouvernement dans le cadre de cette immersion à l'intérieur du pays. Il a expliqué que cette délocalisation des conseils interministériels et des conseils des ministres vise essentiellement à toucher du doigt les réalités socio-économiques du pays, à manifester la réelle et effective proximité avec les populations à la base, et à apporter des solutions idoines et visibles aux problèmes des Guinéens aux quatre coins du pays. Comme il l'a fait quelques semaines plus tôt, l'actuel locataire du Palais Mohammed V a une nouvelle fois insisté sur l'impérieuse nécessité de faire une bonne communication gouvernementale. Il a demandé d'éviter à tout prix des propos et actes de nature à alimenter les clivages et à bien expliquer les choses sans déformer ou promettre. Il a aussi exhorté les ministres à garder à l'esprit que personne n'est ambassadeur ou représentant d'une région dans le gouvernement.

Après la région forestière, conformément à leur programme, les membres du gouvernement ont mis le cap sur Kankan, la capitale de la Haute Guinée, où se tiendront le conseil interministériel et le conseil des ministres, respectivement le mardi 31 mai et le jeudi 02

juin 2022. La Moyenne Guinée et la Basse Guinée suivront les deux prochaines semaines pour boucler la boucle de cette immersion gouvernementale inédite à l'intérieur du pays.

Pour certains Guinéens, cette tournée des ministres dans les quatre régions naturelles n'est qu'une perte de temps et d'argent. Ils estiment que le CNRD et son gouvernement devraient plutôt accélérer la cadence pour organiser des élections libres et transparentes pour remettre le pouvoir aux civils élus, comme le recommande vivement l'ensemble de la communauté internationale. Les soutiens inconditionnels de la junte au pouvoir, par contre, n'entendent les choses de cette façon. Eux, ils caressent le secret espoir de voir le colonel Mamadi Doumbouya et ses compagnons du CNRD prendre le temps nécessaire pour nettoyer la maison Guinée avant de penser aux élections qui, très souvent, font le lit des tensions politiques et intercommunautaires avec tous les risques que cela comporte. Ils applaudissent par conséquent cette initiative du CNRD qui consiste à aller dans le pays profond pour toucher du doigt les réalités que vivent au quotidien les populations à la base.

Kèfina Diakité

## Annulation des dotations au sein de l'armée Les révélations faites par le ministre délégué à la Défense nationale à N'zérékoré

Le 23 mai dernier, au camp Béhanzin de N'zérékoré, en présence du Premier ministre et de plusieurs membres du gouvernement de transition, le ministre délégué à la Défense nationale, le général à la retraite, Aboubacar Sidiki Camara, connu sous le sobriquet de «Idi Amin» a rappelé les avancées enregistrées depuis l'avènement du CNRD et a fait des révélations par rapport à l'annulation des dotations au sein de la Grande Muette.



C'était devant les officiers, sous-officiers et hommes de rang de la 4ème région militaire du pays.

Le ministre délégué à la Défense nationale leur fera comprendre que le chef suprême des Armées, le colonel Mamadi Doumbouya, a décidé d'augmenter 25 pour cent sur leurs

soldes. Et d'annoncer dans la foulée la volonté du président de la transition à uniformiser les tenues militaires. «Personne ne va revendre maintenant la tenue à d'autres. Le chef suprême des armées a pensé à l'avenir. Commander, c'est planifier, commander c'est anticiper. On a envoyé deux millions et quelques mètres

linéaires avec des machines... Vous-mêmes, à l'usine militaire au camp Alpha Yaya Diallo, vous allez couper vos tenues, vous allez coudre vos tenues... », a-t-il déclaré.

Parlant de l'annulation des dotations des militaires en denrées alimentaires, le général à la retraite fera des révélations fracassantes. «Il y avait des petits malins dans la chaîne de commandement, au niveau des commerçants. On importait le riz au compte de l'armée. l'État ne dédouane pas. Il laisse les gens faire rentrer le riz. Mais la quantité qui est perçue par l'armée est 10 fois inférieure à la quantité reçue. Ensuite, on payait 17 milliards par an pour transporter le riz de Conakry vers toutes les positions militaires. Sur les 200 mille constituant le prix du riz, vous, vous ne payez que 48 mille, le reste était accordé par l'État. C'est pourquoi lui-même étant soldat, il a dit pourquoi ne pas remettre le prix de ravitaillement aux soldats, », a-t-il révélé.

Kèfina Diakité

### Mouvement syndical

## Le 1<sup>er</sup> Mai célébré en différé par l'Unité d'action syndicale

Le palais du peuple a servi de cadre le samedi 28 mai à la célébration en différé du 1<sup>er</sup> mai par l'Unité d'action syndicale qui regroupe sept centrales. Abdoulaye Sow de l'USTG en a profité pour déplorer entre autres le manque d'emploi et de dialogue social en Guinée.

« En cette période de transition, l'unité d'actions syndicales est une fois de plus heureuse de vous accueillir au Palais du peuple pour célébrer cette journée mémorable qui a fait l'histoire du travail, des travailleuses et travailleurs à travers la Guinée, l'Afrique et le monde... Le thème choisi s'inscrit dans l'optique d'améliorer les conditions de travail et d'existence des travailleuses et travailleurs. Encore mieux, la situation des retraités qui peinent aujourd'hui à survivre à cause de la précarité de leurs pensions... Face à ce désastre économique, nous continuons à lutter en déposant des demandes sous forme de plateforme revendicative qui, bien que légitime, ne sont jamais satisfaites. Les ré-

centes négociations avec une frange du mouvement syndical ont été une déception pour la classe ouvrière. Nous insistons et persistons sur les phénomènes d'insécurité, de vol et de viol devenus courants ainsi que des prises d'otage. Car aujourd'hui chaque Guinéen est préoccupé par l'ampleur du phénomène avec des victimes dans tous les milieux. Le manque d'emploi et le manque de dialogue social sont parmi tant d'autres tares, qui affectent notre environnement social. Aujourd'hui, nous n'avons pas le choix que d'aller aux plaidoiries et aux dialogues afin que nos espérances soient comblées dans l'intérêt de



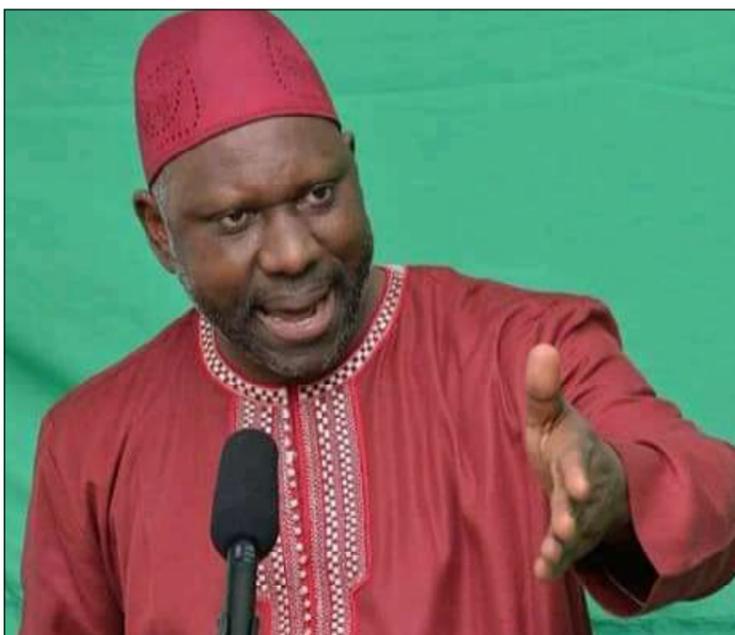
tous les travailleurs de Guinée », a martelé camarade Abdoulaye Sow de l'USTG.

Tidiane Diallo

Siège régional de l'UFDG à Mamou

## Abdoulaye Bah de Kindia répond à Ousmane Gaoual Diallo

Lors d'un récent rassemblement au siège régional de l'UFDG à Mamou, l'ancien chef de la délégation spéciale de Kindia, Abdoulaye Bah, a martelé que Ousmane Gaoual Diallo n'est plus de l'UFDG depuis sa nomination dans le gouvernement de la Transition.



« Ousmane Gaoual Diallo, moi j'ai honte de lui. Si tu dis que tu es musulman, il faut rester musulman. Si tu dis tu es chrétien, il faut rester chrétien. Il faut dans la vie choisir, assumer et décider. Il a parlé ici le vendredi, je réponds. Œil pour œil, dent pour dent. Comment toi tu peux dire que tu appartiens à un parti, tu appartiens à un gouvernement et ton patron, sa maison a été détruite, tu es ministre des maisons, ministre de l'Habitat? Jugez-vous!

Tu es ministre de l'Habitat, ton patron celui que tu dis que tu es derrière lui, sa maison a été détruite. Est-ce que lui, il est avec Elhadj Cellou Dalein Diallo? Sinon c'est lui le ministre de l'Habitat.

Comment lui, il s'est assis jusqu'à ce que cette maison soit démolie. La deuxième des choses, Ousmane Gaoual, où est le papier que Elhadj Cellou Dalein Diallo et la Direction ont signé pour montrer que nous avons pris Ousmane Gaoual pour lui donner à Doumbouya. Avez-vous vu ce papier? Comment alors Ousmane Gaoual peut dire qu'il appartient au parti, qu'il n'a pas dit au revoir avant de joindre le gouvernement qui a détruit la maison de Elhadj Cellou Dalein Diallo? C'est honteux et c'est hideux.

Pour votre information, Ousmane Gaoual Diallo, il est parti dans ce gouvernement de transition qui n'est pas un gouvernement d'union nationale. Si c'est un gouvernement d'union

nationale comme nous le pensions en disant Elhadj Cellou Dalein Diallo et ANAD envoyez-nous dix ministres. Comme ça, le parti allait s'asseoir discuter pour choisir quelqu'un de confiance. C'est ça la voie officielle. Comment maintenant Ousmane Gaoual peut dire que c'est l'UFDG qui l'a envoyé dans un gouvernement qui est en train de détruire la démocratie pour ne pas que Cellou Dalein soit président.

Parce que tout ça était contre l'UFDG. On est intelligent et vigilant, on comprend. Donc, Ousmane Gaoual c'est lui qui sait qui lui a dit d'aller rejoindre le gouvernement de la tran-

sition qui n'est pas un gouvernement d'Union nationale. S'il dit ici qu'il est de l'UFDG, moi je dis haut et fort qu'Ousmane Gaoual n'est plus de l'UFDG. Il n'est plus de l'UFDG dès l'instant où il est parti dans un gouvernement sans l'aval de son président et du parti. Il a fait un abandon de poste. Comment est-ce qu'il peut raconter de la salade pourrie dans de l'eau chaude. Ousmane Diallo il est contre l'UFDG de Elhadj Cellou Dalein Diallo. Voici la vérité. On ne peut pas être dans ce parti et laisser Ousmane parler. Il faut qu'il se taise. Il n'a qu'à manger et aller dormir en France. Il a faim comme les diasporas. Les diasporas de l'Europe qui n'ont eu aucun métier, aucun diplôme et venir en Guinée. Il n'a qu'à manger et aller dormir en France. Il n'est plus de l'UFDG. Il faut qu'il se respecte. Il a faim, qu'il mange pour se taire », a déclaré Abdoulaye Bah, en guise de réponse à l'actuel ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire qui, de passage à Mamou, aurait confié à certains militants de l'UFDG qu'il est de l'UFDG et que c'est le parti qui l'aurait envoyé dans le gouvernement Mohamed Béavogui. Affaire à suivre...

Kéfina Diakité

Manifestations de rue en vue

## L'UFDG à l'heure de la mobilisation des militants

Lors de l'assemblée générale de l'UFDG qui s'est tenue le samedi 28 mai, des responsables du parti de Cellou Dalein Diallo ont clairement demandé aux militants de se tenir prêts pour les prochaines manifestations pacifiques sur les voies publiques à travers le pays.

« La coordination nationale des fédérations de l'intérieur était en mission au niveau des structures à la base. Avec pour seul objectif, la remobilisation des militants dans la perspective du renforcement des acquis démocratiques et de l'Etat de droit qui passe inéluctablement par la reprise des manifestations sur les voies et places publiques... Pendant 9 mois d'observation, nous sommes arrivés à la conclusion que le CNRD est devenu un courant politique pour ne pas dire un parti politique. En lieu et place des acteurs politiques, ils sont dans des velléités claires de rester au pouvoir et de se substituer à eux-mêmes. Donc, quand nous avons suivi tous les actes posés par le CNRD, notamment les violations récurrentes de la charte de la transition, que ce soit pendant la mise en place du CNT, que ce soit pour la mise en place d'un cadre de concertation en lieu et place d'un cadre de dialogue que nous avons réclamé conformément à l'article 77, nous sommes arrivés à une conclusion qu'avec le CNRD, l'affrontement avec le peuple de Guinée est inévitable. C'est évident ! », a martelé Cellou Baldé, l'ancien député uninominal de Labé.

Dans son intervention de circonstance, Abdoulaye Bah, l'ancien président de la délégation

spéciale de Kindia et conseiller politique de Cellou Dalein Diallo, a tenu à rappeler la nécessité de respecter les textes qui régissent le parti, avant d'appeler les militants de l'UFDG à se mobiliser. « Le jour où la direction nationale et le groupe des 58 (...) demanderont que nous sortions pour montrer au CNRD que la Guinée n'est pas une propriété privée familiale... que la Guinée est un pays qui appartient aux Guinéens et aux Guinéennes. Que la Haute Guinée soit prête, que la Basse Guinée soit prête, que la Guinée Forestière soit prête, que la Moyenne Guinée soit prête. En tout cas, nous allons décider, le moment venu, de manifester et de demander que la démocratie soit respectée dans ce pays. », a-t-il indiqué.

Quant à Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG, il dira ceci : « Si le colonel Doumbouya revient autour de la table (...), il peut trouver en l'UFDG un partenaire. Mais s'il reste dans la même position, en écoutant les autres, il trouvera l'UFDG devant lui. Quant à vous, militants, vous avez suivi le discours de Cellou. Préparez-vous. Soyez prêts. Restez à l'écoute de la direction nationale ».

Tidiane Diallo

Convocation de Cellou Dalein par la CRIEF

## Ce qu'en pense Lansana Kouyaté du PEDN

Après les caciques du régime déchu, Cellou Dalein Diallo, ancien Premier ministre de feu Lansana Conté, est lui aussi convoqué à la CRIEF. Il y est attendu le 13 juin prochain. Une convocation sur laquelle est revenu Lansana Kouyaté lors de l'assemblée générale de son parti, le PEDN, qui s'est tenue le samedi 28 mai.

« Nous voulons que la loi prévale dans ce pays, chacun de nous le veut vraiment, l'organe qui est chargé de ça, je veux dire la crief, a été mis en place. Je ne parle pas de lui (Dalein), chacun doit accepter de venir devant la justice. Pourquoi les présidents acceptent d'aller devant la justice ? Tous les grands pays le font, pourquoi pas nous ? Il est appelé, il n'est pas coupable jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par la justice. C'est tout ce qu'on souhaite à ce pays. Quiconque est

appelé, qu'il réponde et qu'il se défende. C'est cela l'égalité devant la loi, la loi est dure mais c'est la loi », a déclaré Lansana Kouyaté, le président du PEDN, parlant de la convocation de Cellou Dalein Diallo. C'est à demander maintenant si le leader du PEDN ne sera pas lui aussi convoqué par la CRIEF dans l'affaire du projet coton. En tout cas, certains prêtent au CNRD, à tort ou à raison, l'intention d'écarter de la course les candidats âgés au profit de la jeune génération.

Sidya Touré de l'UFR, Cellou Dalein Diallo de l'UFDG, Lansana Kouyaté du PEDN et Dr Ousmane Kaba du PADES font partie de ce lot-là. En 2023, ces leaders politiques auront dépassé la barre des 70

ans. Attendons de voir la suite des événements. Les intéressés sont pour le moment vent debout contre tout projet politique qui viserait à les disqualifier.

Tidiane Diallo

Lisez le journal numérique sur le site

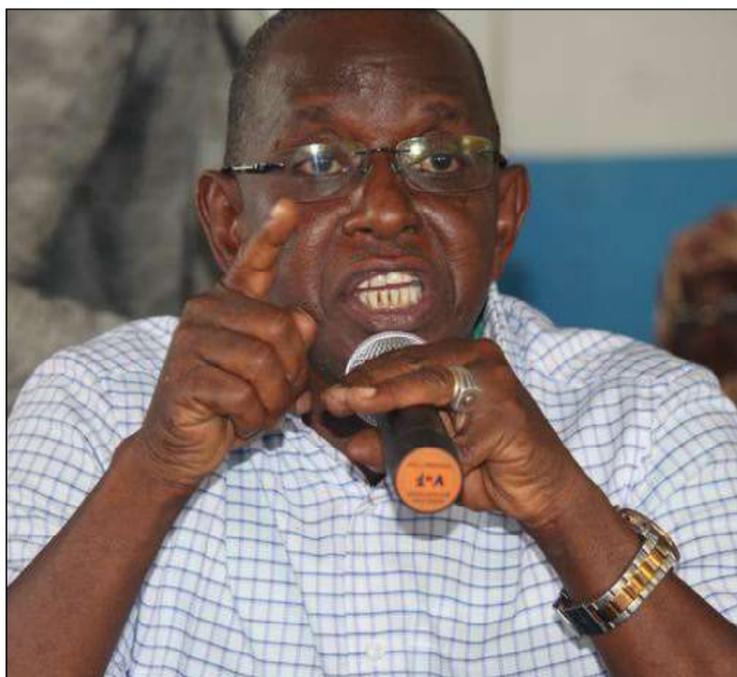


Votre site indépendant d'information tous azimuts.

UFR

## Le secrétaire exécutif du parti réagit au discours polémique du PM

Le samedi 28 mai, lors de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFR, son secrétaire exécutif, Saïkou Yaya Barry, ne s'est pas fait prier pour réagir vigoureusement au discours polémique tenu par le Premier ministre lors du récent séjour gouvernemental en Guinée forestière. Mohamed Béavogui avait demandé dans ledit discours aux jeunes de ne pas mourir pour quelqu'un mais de mourir pour eux-mêmes.



« On se bat pourquoi ? On se bat parce qu'on n'a pas d'emploi, on se bat parce qu'il n'y a pas de bonnes routes. Mais la route-là c'est pour le politicien ? Quand il y a une bonne route est-ce que c'est pour Sidya ? Quand il y a des hôpitaux, est-ce que c'est pour Sidya ? Mais on se bat parce qu'on sait que Sidya peut faire en sorte que cela soit obtenu, c'est pourquoi on se bat derrière lui. Il ignore complètement ce que c'est le militantisme dans un parti politique. Ils sont en train de bernier les jeunes à la base leur disant ne mourez pas pour quelqu'un, mais tu veux que les gens meurent pour toi Béa ? Ou bien que les gens étendent leurs gorges pour que tu les égorges, c'est ça tu veux ? C'était lamentable ce comportement, c'est honteux pour un intellectuel qui a vécu dans un pays où les droits sont respectés. Il vient, parce qu'on a pensé qu'il va imprimer au moins un tout petit peu de ce qu'il a passé à l'étranger, un grain, même un tout petit grain, mais même ce grain là il est incapable de donner », a fait remarqué le secrétaire exécutif

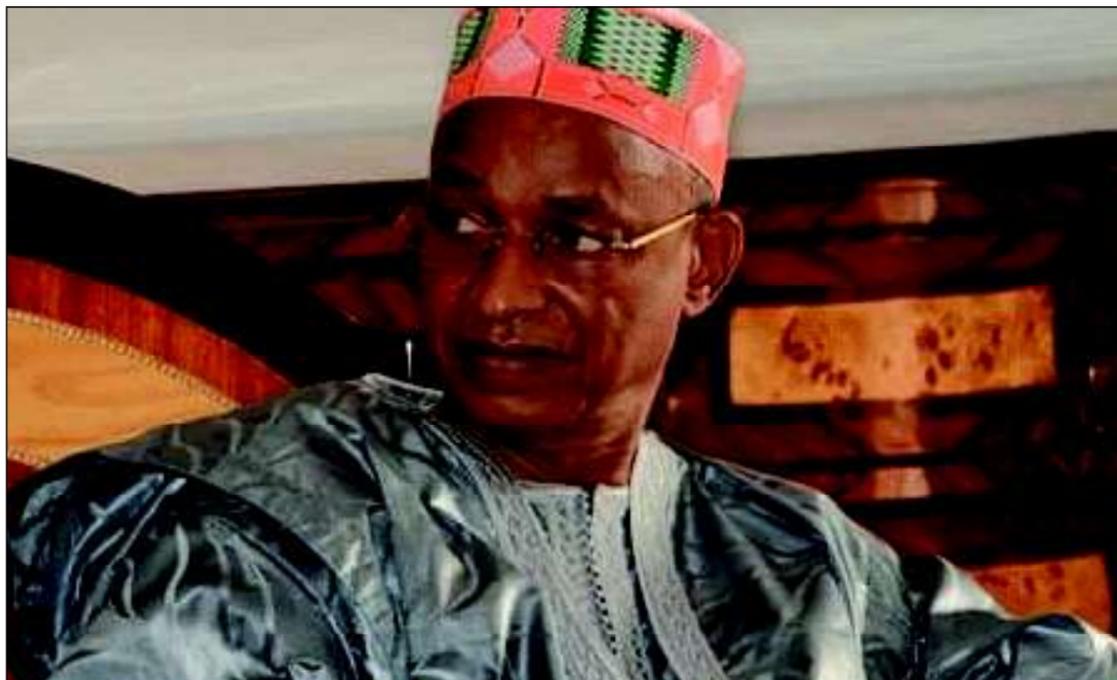
de l'UFR, le parti de Sidya Touré. Pour lui, le Premier ministre aurait dû être un conseiller pour le président de la transition. « Mais je suis déçu de lui. C'était lui qui devait être le conseiller de Mamadi Doumbouya pour lui dire attention, allons comme ça, faisons ça. Mais il est incapable de faire ce travail. Il est en train d'enfoncer Mamadi Doumbouya. Ses communications lamentables sont en train d'enfoncer le président de la transition, pour qui j'ai du respect mais qui est totalement mal entouré. Je sors de mes gonds maintenant pour que Mamadi Doumbouya entende. Ils sont en train de le mettre en déroute totale et ça c'est très grave », a réagi le secrétaire exécutif de l'UFR, Saïkou Yaya Barry.

Kéfina Diakité

Banjul (Gambie)

## Cellou Dalein Diallo exhorte les militants de l'UFDG à continuer le combat

Le mercredi 25 mai, le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, a animé un grand meeting à Banjul, en Gambie. Une occasion qu'il a mise à profit pour exhorter les militants du parti à continuer le combat, tout en s'exprimant sur un certain nombre de sujets d'intérêt national. L'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté dit avoir bon moral malgré la démolition de son domicile à Dixinn, le marquage de sa maison à Labé et la récupération de sa plantation à Coyah.



Force est de reconnaître que le long séjour de Cellou Dalein Diallo à l'étranger donne lieu à des commentaires de toutes sortes dans le pays. Pour ses partisans, le président de l'UFDG a un agenda qu'il est en train de dérouler en toute sérénité dans l'intérêt de son parti qui ambitionne légitimement de conquérir le pouvoir par les urnes et de l'exercer au bénéfice de tous les Guinéens. Pour ses détracteurs, c'est plutôt la peur de la CRIEF qui le ferait éloigner de la Guinée.

L'ancien Premier ministre de Lansana Conté, lors d'un meeting tenu le mercredi 25 mai en Gambie s'est exprimé sur un certain nombre de sujets d'intérêt national. Il dit avoir bon moral malgré la démolition de son domicile à Dixinn, le marquage de sa maison à Labé et la récupération de sa plantation à Coyah.

« Avant moi, d'autres ont perdu la vie. On a démolé des maisons qui sont des propriétés pleines à des citoyens. On a décimé du bétail. On a emprisonné, on a chassé. Je ne suis pas supérieur à tous ces

gens-là. Certains, leurs vies ont été abrégées, leurs maisons ont été détruites, leurs bétails ont été décimés parce qu'ils étaient avec Cellou Dalein. Si on m'enlève ma maison, je dis que c'est terminé, je ne me bats plus. Et les autres qui ont perdu la vie ? La vie est plus chère. Il y a des gens qui ont perdu des enfants et qui continuent de lutter parce qu'ils savent qu'ils luttent pour le pays, pour le droit, pour la liberté, pour la démocratie, pour l'égalité des citoyens. Si moi, parce qu'on m'a enlevé 2 200 mètres carrés, je dis que je suis fatigué, c'est que je ne suis pas digne de votre confiance. Et c'est pourquoi, je vais vous dire, il faut que vous soyez mobilisés....Je suis déterminé aujourd'hui encore plus qu'hier à combattre l'injustice, à me battre pour l'instauration de la démocratie et de l'État de droit dans notre pays. Mais, il faut que vous soyez prêts. En tout cas moi, ils ont coché la maison de Labé, ils ont réduit la maison de Conakry en poussière. J'avais une petite plantation à Coyah, ils ont dit que c'est pour l'État. Ça ne me dérange pas. Ce que je veux pour la Guinée, je ne me bats pas pour moi, je veux que tous les fils du pays soient des frères. Je veux qu'il y ait de la paix du cœur en Guinée. Je veux qu'il y ait de la justice, la démocratie et qu'on restitue

au peuple de Guinée, le droit de choisir ses dirigeants au niveau local, des mairies et des communes, au niveau des législatives. C'est ça que la constitution a dit. C'est ça qui se passe dans les démocraties. Il faut qu'on laisse aux Guinéens le soin de choisir leurs dirigeants», a martelé le chef de file de l'UFDG. Et de poursuivre en ces termes: «il faut qu'on soit prêt à continuer le combat. On a fait beaucoup de sacrifices, parfois beaucoup de concessions. Oui, c'est parfois nécessaire. Mais il faut qu'on continue. Il faut que la Guinée sorte de la dictature. Nous avions pensé qu'avec la chute de Alpha, qu'on allait se retrouver dans un cadre plus convivial y compris avec les militaires qui ont pris le pouvoir pour essayer de discuter calmement, sereinement, en tant que frères, pour décider des termes de la transition jusqu'à quand et qu'est-ce qu'il faut faire pour que le droit du peuple de choisir ses dirigeants soit assuré... », a-t-il déclaré lors du meeting de Banjul. Mais curieusement, au lendemain de cette sortie médiatique, la convocation de Cellou Dalein Diallo par la CRIEF a été rendue publique. Simple coïncidence ? Attendons de voir.

Kéfina Diakité

Conduite de la transition en Guinée

**Ces discours musclés qui font réagir les avocats du FNDC**

Les avocats français du FNDC, à travers un communiqué en date du 26 mai, ont annoncé avoir alerté la CPI par rapport aux discours musclés que tiennent de plus en plus certains hauts dirigeants de la Guinée pendant cette phase sensible de l'histoire du pays.



« Les soussignés dénoncent, au nom du FNDC, les discours annonciateurs d'une probable répression qui interviendrait en réaction aux futures manifestations pacifiques citoyennes, par des hauts responsables du gouvernement en séjour dans la région administrative de N'zérékoré.

Les soussignés ont été absourdis par de telles déclarations d'une dangerosité extrême, qui confirment la volonté

de museler les voix discordantes et le sentiment d'arrogance et d'impunité, au mépris des acquis et du passé récent qui animent la junte militaire au pouvoir et ses partisans.

Ce nouvel épisode s'inscrit dans un climat où la junte militaire reste sourde à toute demande de dialogue sincère avec les véritables forces vives de la nation et son obsession d'interdire toute ma-

nifestation des voix dissonnantes, en potentialisant l'instauration d'une nouvelle dictature après des décennies sombres traversées par le peuple de Guinée.

Les soussignés rappellent à la junte et à ses intermédiaires que le droit à la liberté de réunion pacifique et la liberté d'expression sont protégés par l'article 21 du Pacte International relatif aux Droits civils et Politiques et par l'article 11 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

Cette décision est aux antipodes également de la Charte de la Transition dont la junte a décidé de se munir et signée le 27 septembre 2021 par le Président de la Transition, dont l'article 34 stipule que « les libertés d'association, de réunion, de presse et de publication sont garanties » et l'article 8 qui dispose que « Les libertés et droits fondamentaux sont reconnus et leur exercice est garanti aux citoyens dans les conditions et formes prévues par la loi . Aucune situation d'exception ou d'urgence ne doit justifier les violations des droits humains ».

Ces déclarations méconnaissent frontalement les principes

démocratiques et d'Etat de droit qui doivent encadrer toute gouvernance, militaire soit-elle. Elles trahissent les aspirations des citoyens à une Guinée nouvelle.

Par conséquent, nous annonçons alerter la CPI sur la dérive manifeste du CNRD et du gouvernement qui ouvre la voie à une possible répression de toute forme d'expression démocratique et à la violation des libertés et droits fondamentaux.

Nous avons également informé la juridiction sur la tenue de manifestations pacifiques organisées par le FNDC très prochainement en lui demandant de faire preuve de la plus grande vigilance quant aux menaces d'une nouvelle série de graves violations des droits de l'homme en Guinée par la junte militaire.

Les soussignés dénoncent les méthodes autoritaires employées qui ne peuvent prospérer qu'avec l'assistance et donc la complicité de différents agents publics qui par conséquent en seront redevables.

Ils annoncent saisir la Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme Madame Michelle Bachelet, la Rapporteuse Spé-

ciala sur la Situation des Défenseurs et Défenseuses des droits humains Madame Mary Lawlor, le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et d'association Monsieur Clément Nyaletsossi Voule, ainsi que les organisations internationales comme Human Rights Watch, Amnesty International et la FIDH afin que des actions urgentes soient prises contre les pratiques ci-avant dénoncées.

La communauté internationale, les organisations régionales et les Nations Unies sont également concernées par cette alerte.

Plus que jamais, la communauté internationale ne doit pas fermer les yeux et faire la sourde oreille sur le basculement de la junte guinéenne vers un système autoritaire et en tirer l'ensemble des conséquences qui s'imposent. », ont écrit, depuis Paris, les avocats français William BOURDON et Vincent BRENGARTH.

Une synthèse de Tidiane Diallo

Situation sociopolitique de la Guinée

**Une délégation du FNDC à Bruxelles à la rencontre des responsables de l'UE**

Selon la cellule de communication du FNDC, une délégation du mouvement a échangé le mercredi 25 mai avec le Chef de division Afrique de l'Ouest du service d'action des affaires extérieures de l'UE, à Bruxelles.

« Ce mercredi 25 mai 2022, le Coordinateur National du FNDC Oumar Sylla alias Foniké Menguè en compagnie du responsable de la planification et des stratégies Sékou Koundouno ont rencontré au siège de l'Union européenne à Bruxelles (Belgique ) le chef de division Afrique de l'Ouest aux services des affaires extérieures (SEAE) de l'Union européenne M.RICHARD YOUNG.

Pendant plusieurs heures, les émissaires de la Coordination Nationale du FNDC et M. Young ont échangé sur la situation de la démocratie et des questions de droits de l'homme dans le monde mais plus précisément en Afrique. Le FNDC a pour sa part partagé sa lecture globale de la situation socio-politique qui

prévaut actuellement en Guinée.

Dans une ambiance conviviale, les deux parties se sont accordées de maintenir le contact jusqu'au retour à l'ordre constitutionnel en Guinée », peut-on lire dans la déclaration publiée par la Cellule de communication du FNDC.

Il faut rappeler que d'avril 2019 au 5 septembre 2021, le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) a littéralement donné du fil à retordre au régime du professeur Alpha Condé qui s'était engagé dans la voie de la modification de la constitution. La suite, on la connaît. Depuis le 5 septembre, c'est le CNRD, à sa tête le colonel

Mamadi Doumbouya, qui est aux commandes du pays. Mais le moins que l'on puisse dire et écrire c'est que le divorce semble consommé entre les autorités de la transition et le FNDC. Les responsables de cette plate-forme de la société civile ne ratent plus aucune pour critiquer dans la presse ou sur les réseaux sociaux la façon dont la transition est conduite par l'ancien commandant du Groupement des Forces Spéciales. Parmi les sujets de discorde entre les deux camps, l'on peut citer notamment le flou autour de la composition du CNRD, la non déclaration des biens des membres du CNRD et du Gouvernement, la nomination de Dr Dansa Kourouma au poste de prési-



dent du CNT, la durée de la transition.

Pour attirer donc l'attention sur cette situation, qu'il juge préoccupante, le FNDC a cru

devoir envoyer des délégations à l'étranger pour rencontrer les partenaires techniques et financiers de la Guinée.

Kéfina Diakité

Hadj 2022

## Le Secrétariat général des Affaires religieuses tente de rassurer les candidats

Le secrétariat général des Affaires religieuses a expliqué le samedi 28 mai, devant la presse, les dispositions relatives au pèlerinage aux lieux saints de l'islam. Les autorités saoudiennes en charge du pèlerinage ont attribué cette année un quota de 4 527 pèlerins à la Guinée. Les agences de voyage privées auront à leur charge 2527 candidats, les 2 000 autres candidats reviendront au SGAR. Le tarif est à 60 millions gnf.



« Le gouvernement, à travers le président de la transition, soucieux d'une meilleure organisation du pèlerinage cette année a donné l'instruction au Premier ministre de débloquer et préfinancer l'ensemble des exigences financières obliga-

toires et indispensables pour l'obtention des visas. Donc, l'État a préfinancé cette année 50% pour que la Guinée puisse être en possession des visas sans problème. Quand j'introduis à travers le système informati-

l'ordinateur va demander si le candidat a payé son logement à la Mecque, à Médine, est-ce que le transport au cours de son séjour en Arabie saoudite est payé, est-ce que le prix des tentes à Mina, à Arafat est payé ? Est-ce que les taxes TVA sont payées ? Est-ce que les taxes aéroportuaires sont payées ? C'est l'ensemble de ces sommes là une fois payées pour chaque pèlerin que l'ordinateur permettra d'accéder au visa. Là où je vous parle, nous n'avons aucune somme du Hadj concernant les potentiels pèlerins. Le président de la république a jugé nécessaire de préfinancer ça pour que nous puissions avoir les visas tranquillement et constituer les visas tranquillement », a expliqué le ministre secrétaire général des Affaires religieuses, Elhadj Karamo Diawara.

Tidiane Diallo

Interclubs de l'UEFA

## Le Real Madrid remporte sa 14<sup>ème</sup> Ligue des Champions

Le samedi 28 mai, le Stade de France (Paris) a servi de théâtre à la finale de la prestigieuse ligue des champions d'Europe qui a opposé le Real Madrid de Karim Benzema aux Reds de Liverpool où évolue le capitaine du Syli national, Naby Keita. A l'arrivée, c'est la formation madrilène qui est parvenue à s'adjuger le trophée pour la 14<sup>ème</sup> fois de son histoire en battant le club anglais sur le score d'un but à zéro.

Il faut dire que ce fut un match énorme du gardien Thibaut Courtois dans les buts. Et un but de Vinicius (59e) a suffi aux Madrilènes pour remporter une finale longtemps fermée et démarrée avec plus de trente minutes de retard en raison de problèmes d'accès des supporters autour du stade à Saint-Denis.

Karim Benzema remporte ainsi sa cinquième ligue des champions. Il n'a pas marqué, un but ayant été refusé pour hors-jeu par l'arbitre français Clément Turpin (43e), mais le meilleur buteur de la C1 (15 buts) cette saison a marqué des points décisifs pour le Ballon d'Or, battant ses rivaux Mohamed Salah et Sadio Mané.

Le Real Madrid compte désormais deux fois plus de C1 (14) que son premier poursuivant au palmarès, l'AC Milan

(7). Ancelotti aussi bat des records, avec sa quatrième victoire sur le banc, en ajoutant les deux à la tête de l'AC Milan (2003, 2007), et même deux comme joueur « rossonero » (1989, 1990).

A Liverpool, Jürgen Klopp est encore loin de ces chiffres. Après avoir perdu beaucoup de finales, le technicien allemand commençait à gagner, celle de C1 2019 contre Tottenham (2-0), les deux coupes anglaises cette saison. Liverpool n'a donc pas soulevé sa 7e C1 et a encore chuté contre le Real, comme en 2018 (3-1). Mohamed Salah, lui, a encore perdu une finale, après celle de la Coupe d'Afrique avec l'Égypte ainsi que le barrage pour aller à la Coupe du monde, les deux fois contre le Sénégal de son coéquipier Mané.

Kéfina Diakité

Dossier Air Guinée

## Cellou Dalein Diallo convoqué par la CRIEF

L'on pourrait tenter de dire qu'après les caciques du régime Alpha Condé, c'est au tour de Cellou Dalein Diallo, président de l'UDFG de se retrouver dans le viseur de la CRIEF (Cour de répression des infractions économiques et financières). Il est convoqué le 13 juin prochain par cette juridiction. Une convocation liée peut-être à l'affaire Air Guinée.

Pour rappel, la CRIEF a été mise en place par l'actuel locataire du Palais Roi Mohammed V pour traquer toutes celles et tous ceux qui se sont rendus coupables ou qui se rendront coupables de crimes économiques dans l'exercice de leurs hautes fonctions au sein de l'Administration publique.

Il faut dire que depuis des années, l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté, Mamadou Cellou Dalein Diallo est régulièrement cité dans la vente d'un avion de la compagnie Air Guinée, alors qu'il occupait le poste de ministre des Transports. Cette fois-ci, il aura l'opportunité de se défendre dans cette affaire qui lui

colle littéralement à la peau. Celui que l'on présente à juste raison comme l'un des candidats sérieux à la succession du tombeur d'Alpha Condé à la présidence de la République de Guinée est convoqué le 13 juin prochain à la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF). Une convocation qui a fait réagir des acteurs politiques. C'est le cas par exemple de Mamadou Sylla, président de l'UDG, par ailleurs acquéreur de l'avion vendu par le régime Conté. «Je ne sais pas où est le problème. Tous les Guinéens sont justiciables. Pas qu'en Guinée seulement, tous les citoyens du monde sont justiciables. Il n'y a pas de

problème tant qu'on peut dire le droit, tant qu'on peut respecter les droits des citoyens, il n'y a pas de problème. Lui-même, il a dit qu'il est pressé pour que ça arrive. Moi je pense que l'intérêt qu'il a, c'est de venir clarifier cette affaire-là pour tout bon, parce que l'homme qui veut briguer quelque chose plus important, je pense qu'il doit être clean. C'est même dans son intérêt de venir clarifier les choses », a réagi Mamadou Sylla dans l'émission «On Refait le Monde» de Djoma Médias.

Kéfina Diakité



Conseil des ministres

# Compte rendu de la session ordinaire du jeudi 26 mai 2022

La Session Ordinaire du Conseil des Ministres s'est tenue ce jeudi 26 mai 2022 de 10H à 12H, sous la haute autorité de son Excellence Monsieur le Président du CNRD, Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA.

Les points suivants étaient inscrits à l'ordre du jour :

**I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION.**

**II. COMPTE RENDU DE LA SESSION ORDINAIRE DU C O N S E I L INTERMINISTÉRIEL DU MARDI 24 MAI 2022.**

**III. DÉCISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES**

**IV. DIVERS.**

**I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION.**

son Excellence Monsieur le Président du CNRD, Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA, a porté principalement son message sur quatre points :

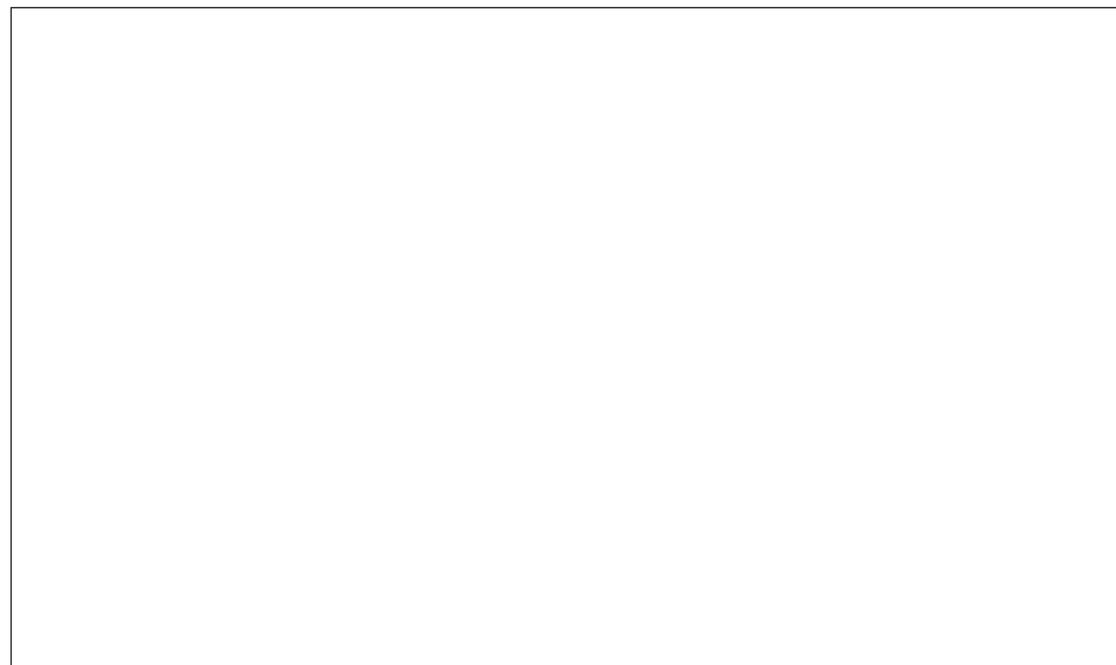
**1- Les objectifs assignés aux Ministres dans le cadre de l'immersion dans les quatre régions naturelles :**

Au titre du premier point, le Président de la Transition a insisté sur les objectifs attendus des membres du gouvernement dans le cadre de cette immersion à l'intérieur du pays. Le Chef de l'État a expliqué qu'il s'agit dans cette mission, de toucher du doigt les réalités socio-économiques du pays, ensuite, manifester la réelle et effective proximité avec les populations à la base, et enfin apporter des solutions idoines et visibles aux problèmes de nos concitoyens.

A cette occasion, il a mis l'accent sur la bonne communication gouvernementale. Abstenez-vous des propos et actes de nature à alimenter les clivages. Expliquez bien les choses sans déformer ou promettre.

Vous devez également avoir à l'esprit que personne n'est ambassadeur ou représentant d'une région dans le gouvernement. Le gouvernement n'est pas dans une campagne électorale ou politique.

**2- L'organisation du Pèlerinage musulman 2022 sur les lieux saints de**



**l'islam :**

Le Chef de l'État a exprimé sa grande préoccupation quant à l'organisation du Pèlerinage cette année. Après avoir rappelé le nombre de places accordées à la Guinée qui est de l'ordre (4527 places), a cet effet, le Président de la Transition a instruit le Premier Ministre, le Secrétaire Général des Affaires Religieuses, le Pool Financier et tout le Gouvernement à s'investir pleinement pour la bonne réussite du Pèlerinage cette année.

**3- Le suivi dans l'exécution des travaux d'infrastructures**

Sur le sujet relatif au suivi de l'exécution des travaux d'infrastructures, Le Chef de l'État a demandé à l'accélération des travaux de finition des voiries urbaines avant les grandes pluies pour soulager les populations.

Aussi, le Président de la Transition a exhorté le Ministre de l'Énergie à prendre toutes les dispositions pour résoudre les problèmes liés à la desserte en électricité dans les villes de l'intérieur du pays.

**4- Le Programme d'exécution des Droits de Tirage Spéciaux (DTS)**

Relativement aux Droits de Tirage Spéciaux (DTS), le Chef de l'État a instruit le Premier Ministre de lui transmettre un rapport sur le niveau d'exécution à date.

Par ailleurs, le Président de la

Transition a instruit le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation et le Pool financier du gouvernement de prendre toutes les dispositions pour apporter le plutôt une solution aux préoccupations et difficultés des Administrateurs Territoriaux.

Sur la récupération des domaines publics de l'État, le Président a invité les Ministres de l'Administration du Territoire et de l'Urbanisme à rester dans le contexte ayant justifié la prise du moratoire, notamment l'examen des dossiers au cas par cas et les grandes pluies qui s'annoncent.

**II. COMPTE RENDU DU C O N S E I L INTERMINISTÉRIEL**

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Mohamed BEAVOGUI a porté son message sur les points suivants :

**- Situation générale de l'état du pays à la suite des premiers contacts avec les populations de Labé et de Mamou.**

Le Premier Ministre a noté le fait que beaucoup de services de l'état attendaient de percevoir leurs frais de fonctionnement, le premier ministre a immédiatement ordonné que des dispositions urgentes soient prises pour corriger cette situation.

Au niveau des infrastructures, les logements

de ces Hauts Cadres de l'Etat restent à désirer selon le Premier Ministre. Il a donc invité le gouvernement à y remédier.

**- La récupération des Domaines Publics de l'État.**

Le Chef du Gouvernement a expliqué que même si la décision de suspension annoncée par le CNRD est favorablement accueillie sur l'ensemble du territoire national. L'effort de pédagogie et d'explication doit se poursuivre conformément aux instructions du chef de l'état.

Il a enfin terminé son message en félicitant l'ensemble des membres du Gouvernement pour la promptitude, le dynamisme et l'adaptation dont ils font preuve dans cette immersion. Il a aussi invité l'administration locale à continuer à faire fonctionner les services publics locaux à travers des contacts permanents avec leurs cabinets à Conakry.

**Madame la Ministre de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables** a fait une communication relative à la Célébration du Mois de l'Enfant 2022. Elle a expliqué que sa Communication a pour objet l'exposé des motifs soutenant la célébration du Mois de l'Enfant Guinéen 2022. A cet effet, elle a rappelé que depuis 1992, la Guinée consacre le mois de juin de chaque année aux enfants.

**Le Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Étranger** a communiqué sur le Cadre Triennal de son département. Il a informé des réformes profondes mener par son département dont le but est de susciter une mutation de l'appareil diplomatique, consolider son action et le doter des outils et moyens lui permettant de contribuer davantage aux impératifs de refondation et de développement de la Guinée.

**Madame la Ministre de l'Information et de la Communication** a aussi communiqué sur la Création d'une Chaîne de Télévision Thématique dédiée à la Jeunesse et à l'Entreprenariat. En application de la décision du conseil des ministres du jeudi 19 mai 2022, Madame la Ministre a informé que son cabinet s'est réuni, afin de soumettre au conseil les premiers éléments de stratégie que son département compte mettre en œuvre pour la création de la nouvelle chaîne de télévision.

**III. DÉCISIONS**

**1. Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables**

Communication relative à Célébration du Mois de l'Enfant 2022

**Recommandations de décisions,**

Le Conseil a recommandé :

1. De façon unanime et solidaire que le gouvernement soutiennent les activités du mois de l'enfant ;
2. Que la célébration ait lieu sur l'ensemble du territoire national. A cet effet le Ministère de la promotion féminine et de l'enfance est chargé d'élaborer un programme de participation des membres du gouvernement ;
3. De faire le point sur les politiques publiques. Qu'est ce qui manque ? Qu'est ce qui est à faire ? ;
4. D'engager une concertation avec d'autres ministères sur les besoins en

(Suite à la page 8)

Conseil des ministres

# Compte rendu de la session ordinaire du jeudi 26 mai 2022

investissement.

## 2. Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Étranger

Communication relative au Cadre Triennal du Ministère des Affaires Étrangère, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Étranger

### Recommandations de décisions

Le Conseil a :

1. approuvé le programme cadre adossé à un plan triennal ;
2. recommandé de tenir compte des amendements effectués en Conseil Interministériel;

3. recommandé que tous les Départements ministériels soit associés à l'initiative.

## 3. Ministère de l'Information et de la Communication

Communication relative à la Création d'une Chaîne de Télévision Thématique dédiée à la Jeunesse et à l'Entrepreneuriat

### Recommandations de décisions

Le conseil a approuvé les recommandations sous réserve :

1. D'élaborer une note conceptuelle sur l'identité, les objectifs de cette télévision ;
2. De définir une grille de programmes bien réfléchi ;
3. De déterminer le cout du projet ;

4. D'adresser une lettre d'engagement au Ministre de l'Économie des Finances et une demande à celui de la fonction publique ;

5. De mettre créé un comité interministériel chargé de la question.

### IV. DIVERS.

1. Dans le cadre du processus de digitalisation de l'administration publique, les Ministres ont été dotés de tablettes et des téléphones sécurisés. Cela pour réduire progressivement la paperasse dans le travail gouvernemental.

2. Le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage a partagé ses préoccupations sur les

menaces que présentent l'apparition de la grippe aviaire sur la sécuritaire alimentaire et la santé publique dans le pays. Si les interventions de ses équipes ont permis de maîtriser la situation à Forécariah, en revanche la crise apparaît particulièrement aigue à Coyah.

3. Le Secrétaire Général aux Affaires Religieuses a annoncé l'ouverture des préparatifs du pèlerinage à la Mecque. 4500 places sont accordées à notre pays, avec des conditions préalablement définies par les autorités Saoudiennes en accord avec le gouvernement guinéen, dans le cadre de la crise sanitaire.

4. Le Ministre du Travail et

de la Fonction Publique a rappelé que les demandes de proposition de textes organiques ont été renvoyées au département pour consolidation.

5. Le Ministre Délégué à la Défense a attiré l'attention du Conseil sur la nécessité d'anticiper la planification de congés annuels pour les membres du Gouvernement. A cet effet, les Ministres Secrétaire général du Gouvernement et de la Fonction Publique ont été instruit à faire des propositions.

Conakry le 26 mai 2022

.....

## Fusillade aux Etats-Unis

# Un tireur tue 18 écoliers au Texas

**Un adolescent de 18 ans a ouvert le feu mardi dans une école primaire au Texas, tuant 18 jeunes élèves et au moins un enseignant, un drame replongeant l'Amérique dans le cauchemar récurrent des fusillades en milieu scolaire.**

Le président Joe Biden devait s'adresser aux Américains dans la soirée depuis la Maison Blanche au sujet de cette tragédie ayant fauché la vie d'enfants âgés d'une dizaine d'années tout au plus.

Le suspect a tué ses victimes « d'une façon atroce et insensée » dans la ville d'Uvalde, a déclaré le gouverneur républicain du Texas, Greg Abbott, lors d'une conférence de presse.

Le tireur présumé, identifié comme Salvador Ramos, est lui aussi décédé dans cette tuerie qui a touché la commune située à environ 130 kilomètres à l'ouest de San Antonio.

Le bilan des 18 enfants morts

a été annoncé par un sénateur de l'Etat, Roland Gutierrez, informé par le corps des rangers du Texas. L'élu a également parlé de trois adultes décédés, sans préciser si le tireur était inclus dans ce comptage.

Salvador Ramos aurait d'abord visé sa grand-mère, dont l'état de santé restait à préciser, avant de se rendre à l'école et « d'abandonner sa voiture » pour entrer dans le bâtiment avec « une arme de poing » et peut-être « un fusil », selon le gouverneur.

Les mobiles de cette attaque, l'une des pires dans une école depuis des années, étaient pour l'instant inconnus.

– Enfants de moins de 10 ans

– La fusillade s'est produite à l'école primaire Robb, qui accueille des enfants âgés de moins de 10 ans à Uvalde.

Plus de 500 enfants, dont près de 90% d'origine hispanique, étudiaient dans l'établissement pendant l'année scolaire 2020-2021, selon des données de l'Etat.

Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux montraient des enfants évacués en urgence, courant par petits groupes vers des bus scolaires jaunes, devant cet établissement aux bâtiments bas et plats, typiques du sud des Etats-Unis.

Deux personnes, une petite fille de 10 ans et une femme de 66 ans, sont encore dans un « état critique », a annoncé l'hôpital University Health, situé à San Antonio.

Le président Joe Biden est « tenu informé » de la situation, a indiqué sa porte-parole Karine Jean-Pierre.

« Trop, c'est trop », s'est emportée la vice-présidente Kamala Harris, appelant à « agir » sur le sujet des violences par armes à feu, un fléau national.

« Nos cœurs continuent d'être brisés », a-t-elle déclaré.

« Nous devons trouver le courage d'agir », a-t-elle ajouté à l'adresse du Congrès, impuissant à légiférer malgré les tragédies.

La Maison Blanche a par ailleurs ordonné la mise en berne des drapeaux dans tous les bâtiments publics pour « honorer les victimes » d'Uvalde.

Cette attaque a replongé le pays dans les affres des fusillades en milieu scolaire, qui se répètent fréquemment avec des images choquantes d'élèves traumatisés, obligés de se confiner dans leur classe avant d'être évacués par les forces de l'ordre et de parents paniqués cherchant désespérément à avoir des nouvelles de leurs enfants.

– Débat stérile –

Le drame rappelle celui de l'école primaire de Sandy Hook, dans le Connecticut, où un déséquilibré âgé de 20 ans avait tué 26 personnes, dont vingt enfants âgés de 6 et 7 ans, avant de se suicider.

Chris Murphy, sénateur démocrate de cet Etat du nord-est des Etats-Unis, a « supplié » mardi ses collègues élus d'agir, assurant que ces tragé-

dies n'étaient pas « inévitables ».

« Cela n'arrive que dans ce pays, et nulle part ailleurs. Dans aucun autre pays, les enfants vont à l'école en pensant qu'ils pourraient se faire tirer dessus ».

L'Amérique avait aussi été particulièrement marquée par une fusillade dans un lycée de Parkland, en Floride, qui avait fait 17 morts, dont une majorité d'adolescents, en 2018.

Cette nouvelle tuerie, d'autant plus choquante que les victimes sont des enfants, ne manquera pas de relancer les critiques sur la prolifération des armes à feu aux Etats-Unis, un débat qui tourne pratiquement à vide étant donné l'absence d'espoir d'une adoption par le Congrès d'une loi nationale ambitieuse sur la question.

La cheffe des démocrates au Congrès, Nancy Pelosi, a parlé d'un acte « monstrueux qui a volé l'avenir de chers enfants ». « Il n'existe pas de mots pouvant décrire la douleur et l'indignation face au massacre de sang froid de petits écoliers et d'enseignants », a-t-elle écrit dans un communiqué.

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.